

Burundi : Après l'arrestation de 13 militaires, celle de civils pourrait suivre

Arrib News, 30/01/2010 – Source AFPTreize militaires burundais, dont des officiers, ont été arrêtés sur une plage de Bujumbura vendredi soir alors qu'ils préparaient "la déstabilisation des institutions" du Burundi, selon le chef d'État-major général de l'armée. Selon des sources militaires, "ce groupe de soldats était en contact avec des civils. D'autres arrestations pourraient suivre très rapidement". "Nous venons d'arrêter 13 soldats, des sous-officiers et quelques officiers, qui étaient en train de préparer une déstabilisation des institutions du Burundi", a annoncé le général Godefroy Niyombare, chargé de l'opération.

"Nous étions au courant de cette tentative depuis plusieurs jours et nous avons attendu le bon moment pour agir", a-t-il précisé. Ces arrestations ont été menées par des dizaines de soldats vers 18H00 locales (16H00 GMT) sur une des plages les plus fréquentées de la capitale burundaise au bord du lac Tanganyika. Une caméra de la télévision nationale filmait toute l'opération. Les soldats ont tiré en l'air "pour arrêter ceux qui voulaient fuir", a expliqué le général. "Nous sommes en train de mener des investigations qui vont tout mettre au clair", a déclaré l'officier burundais, se refusant pour l'heure "à dire exactement les actions qu'ils envisageaient de mener". Ces arrestations interviennent dans un contexte de malaise persistant au sein de l'armée et de la police, selon des sources de ces deux corps. Au moins six sous-officiers militaires, soupçonnés d'avoir appelé par tracts les soldats à la révolte, avaient été arrêtés début décembre. Ils ont été détenus à la prison centrale de Mpimba, à Bujumbura. Huit autres militaires avaient par la suite été renvoyés, selon des informations confirmées par les services de communication de l'armée. Fin novembre, des tracts distribués dans plusieurs provinces par des sous-officiers, soldats et policiers, accusaient les hiérarchies de favoriser les officiers et de prélever sans justification de l'argent des soldes des forces de sécurité. Ils leur reprochaient également d'avoir chassé les veuves de guerre des camps militaires, promettant des représailles sanglantes. Le haut commandement de l'armée avait alors visité toutes les régions militaires pour dissiper la grogne, due essentiellement à "un manque d'informations", selon le porte-parole de l'armée. Le Burundi tente de sortir depuis 2006 de 13 ans de guerre civile déclenchée par l'assassinat du premier président démocratiquement élu, le Hutu Melchior Ndadaye, lors d'une tentative de coup d'État de l'armée, alors dominée par la minorité tutsi. Le Burundi est dirigé par un pouvoir élu, issu de l'ex-rébellion du CNDI-FDD. L'armée (28.000 hommes) et la police (18.000 hommes) sont composées à parité entre les deux principales ethnies du pays. Des élections générales, dont une présidentielle et des législatives, sont prévues à partir de mai.